

## **Les coulisses d'une transition : l'éternelle fuite de la misère \***

**Petko Simeonov**

J'ai accepté d'écrire cet article sur la Bulgarie de ces dix dernières années, de 1989 à 1999, parce qu'il me semblait que je connaissais bien le sujet et que j'allais pouvoir m'acquitter de cette tâche sans trop de difficulté. A cette époque le communisme s'écroulait en ouvrant, pour les pays de l'Europe de l'Est, la voie vers « la Démocratie ». En septembre 1989, par un concours de circonstances, j'avais eu à jouer un rôle important dans la création de l'Union des Forces Démocratiques, le plus important mouvement anticomuniste du pays. Cette formation dirige actuellement la Bulgarie. Je ne fais pas partie de ses adhérents, mais ceci est sans importance.

Ces dix dernières années ont déferlé avec la force d'un ouragan. Nous en sommes tous secoués et, en me mettant à écrire, je me sens moi-même repris dans son souffle. Le vent s'empare des lettres que je trace, les emportant pour les entasser dans les coins comme de vulgaires tas de poussière. Découragé, j'ai levé les bras en criant: « Ca suffit ! Je n'y connais rien ! Je vous en prie ! »

Légères, les lettres s'envolaient... Le tonnerre tonnait toujours. Le froid s'infiltrait par les fissures de l'immeuble. Je n'arrivais pas à me concentrer.

Ces dix dernières années ont bouleversé les hommes, mis la société sens dessus dessous, démantelé l'Etat et initié un nouvel ordre mondial. Par où pourrais-je commencer mon récit ?

Mon cerveau, en proie à une grande agitation, se mit à sautiller, à bondir comme une sauterelle, de souvenirs en souvenirs, sans se décider à se poser.

Dehors, l'orage grondait sans espoir de répit, présageant l'approche d'autres catastrophes de nature encore inconnue.

### **Des hommes en conserve**

L'été 1989 était chaud et étouffant. La majorité des Sofiotes <sup>1</sup> avaient quitté la capitale pour la campagne. Les groupes d'amis traditionnels avaient fondu sous la canicule. Je passais l'été à Sopot, une petite ville située au cœur de la vallée des Roses dont la population gagnait sa vie en fabriquant des armes. Une certaine tension était perceptible dans les rues désertes. On entendait les voix des radios occidentales résonner dans les maisons.

Les Turcs quittaient le pays. Ils fuyaient le « processus de renaissance » <sup>2</sup>. Le régime communiste les forçait à adopter des noms chrétiens, détruisait leurs cimetières, proscrivait leurs traditions. Ceux qui travaillaient dans les usines d'armement de Sopot fuyaient aussi vers la Turquie. Les autorités les stigmatisaient à la télévision tout en les interpellant : « Pourquoi quittez-vous votre travail ? ». Ils avançaient, affligés, portant leurs maigres effets sur leur dos... Ils étaient devenus des réfugiés...

---

\* Traduit du bulgare par Ralitsa Mihailova et François Frison-Roche.

<sup>1</sup> Habitants de Sofia. (n.d.t.)

<sup>2</sup> Appellation de la politique d'assimilation forcée à l'égard de la population d'origine turque et musulmane de Bulgarie décidée par le Parti communiste dans les années 80. (n.d.t.)

Le gouvernement mobilisait des milliers de Bulgares pour les remplacer. Les radios occidentales communiquaient chaque jour le nombre des réfugiés. Ils étaient déjà 300.000.

On était au mois d'août.

A cette époque de l'année, les Bulgares se mettaient à faire cuire les poivrons. Cela fait partie de leurs traditions. De gros poivrons rouges grillaient donc sur les feux allumés à même les cours et dans les rues. Les voisins étaient venus s'accroupir autour des feux.

On parlait à voix basse des Turcs qui fuyaient. Certains soutenaient la politique du régime, d'autres y étaient opposés. Entre-temps, on discutait des événements en Pologne où le syndicat « Solidarnosc » s'imposait. Pour la première fois, le Parti communiste se voyait distancé.

Les gens de mon entourage étaient persuadés que le communisme s'effondrait. D'autres pensaient le contraire.

Les avis divergeaient, les poivrons, eux, grillaient sur le feu et il n'était pas question de rater leur cuisson. Il fallait, de plus, les débarrasser de leur peau brûlée et les épépiner. Ainsi préparés, il fallait encore les disposer dans des bocaux et les agrémenter d'épices selon les prescriptions de centaines de recettes éprouvées au fil du temps. Il fallait ensuite les stériliser.

Bien avant l'époque des poivrons, avant l'arrivée de l'été, et bien après, jusqu'à la fin de l'automne, les Bulgares sont tous occupés à faire des conserves pour l'hiver. On entretient les feux jusqu'à tard dans la soirée pour faire cuire, griller, rissoler, mijoter ou bouillir toute sorte de victuailles. C'est l'époque des conserves. Tout le monde lave des bocaux, court à la recherche de couvercles à fermeture étanche, amasse des provisions de sucre, d'huile et de vinaigre. On peut d'ailleurs tout mettre en conserve : cerises, fraises, poisson, poulet, oseille, feuilles de vigne à farcir, tomates, coings, poires, salades composées ou plats cuisinés, rien n'y échappe. On met du chou en saumure, on abrite des bottes de poireaux sur les balcons et dans les jardins. On distille de l'eau de vie de raisin ou de prunes, on fait du vin, mais le summum de cet art de la mise en conserves, son symbole même, reste les poivrons grillés. Au même titre que le yogourt et la féta<sup>3</sup>, ils sont la « *differentia specifica* » des Bulgares.

La quantité de toutes ces préparations, destinées d'ailleurs uniquement à une consommation privée, est remarquable. Selon les normes communément établies, les familles se doivent de disposer de cette nourriture stérilisée au moins jusqu'à la récolte suivante, mais des exceptions curieuses ne manquent pas. A l'automne 1998, un habitant d'un village des alentours de Montana<sup>4</sup> avait réussi à préparer 14.000 conserves pour l'hiver. En règle générale cependant, le nombre de conserves ne dépasse pas quelques centaines, voire quelques milliers. Je connais aussi le cas d'un agriculteur qui calculait ses provisions, y compris de blé et de farine, à la manière dont l'Etat prévoit ses réserves stratégiques, pour trois ans. Il ouvrait chaque conserve en fonction de la date de sa préparation et remplaçait aussitôt le bocal vide par un bocal plein.

---

<sup>3</sup> Fromage de brebis, typique des Balkans. (n.d.t.)

<sup>4</sup> Ville du nord-ouest de la Bulgarie. (Mihailovgrad du temps du communisme) (n.d.t.)

Bien avant la chute du communisme, une sociologue canadienne, Eleonor Smollet, avait déjà évoqué cet engouement des Bulgares pour les conserves <sup>5</sup>. Certains chercheurs bulgares n'y étaient pas restés insensibles.

Le Bulgare est d'autant plus motivé à faire des provisions pour l'hiver que la conjoncture économique a tendance à se dégrader, les revenus à baisser et les prix à augmenter. C'est sa façon de réagir. Son but est de réduire au minimum ses dépenses. Il ne produit d'ailleurs pas pour vendre mais pour sa propre consommation, bien que les exceptions ne manquent guère.

Cette volonté de production limitée, si classique pour lui, résulte directement de son désir de produire lui-même tout ce qui lui est indispensable pour éviter de dépenser son argent. Comme cela est toutefois impossible, la division du travail acquiert un caractère conditionnel engendrant ainsi le problème fondamental de la société bulgare : **la mauvaise organisation sociale**.

Pendant l'hiver 1998/99, dans les Rhodopes <sup>6</sup>, il était par exemple impossible d'acheter des pommes de terre en ville, même à un prix élevé ou avec des devises. Dans les villages en revanche, les maisons regorgeaient de pommes de terre de qualité dont la quantité dépassait de loin les besoins domestiques. Elles étaient en fait destinées à servir de monnaie d'échange. Un kilo de pommes de terre valait un kilo de farine ou trois cents grammes de sucre, un quart de litre d'huile ou encore un kilo d'engrais. Leurs propriétaires ne reconnaissaient d'ailleurs que les échanges en nature.

Ainsi donc, en 1989, les Bulgares, réunis autour des feux, discutaient de politique, préparaient des conserves et rêvaient de démocratie. Dix ans plus tard, ils continuent à faire des conserves mais discutent de moins en moins de politique.

### **Les pulsations des trois derniers siècles**

Le XVIIIe, le XIXe et le XXe siècles sont indissociables. Ils représentent le début et la fin de trois révoltes. La révolte contre Dieu, que nous rattacherons, pour illustrer notre pensée, au nom de Voltaire; la révolte contre l'injustice sociale, avec à sa tête un « guide », Karl Marx, bien que Robespierre fût un personnage plus haut en couleur et accomplît sa tâche en quelques années seulement; et la révolte contre la nature allant jusqu'à la résurgence des sciences occultes et la recherche d'une systématisation des « savoirs secrets ».

J'ai désigné ces trois siècles comme « le début et la fin » avec la seule intention de trouver les mots forts pour les distinguer lorsqu'il nous faudra les quitter. Ils représentaient un cycle de trois révoltes, un battement du cœur qui fait avancer l'Homme et l'Humanité dans l'histoire, vers lui-même.

Tous les peuples ressentent les pulsations de ce rythme qui ordonne l'histoire. Au cours de sa vie, un homme ordinaire ne peut être témoin que d'un seul instant de cette pulsation, et c'est pourquoi il est tout à fait logique qu'il ne puisse ni ressentir, ni saisir le sens de ce qu'il voit. Il peut donc être tenté de l'assimiler à quelque chose de connu sans que cela corresponde à la

---

<sup>5</sup> Smollet, Eleonor « The economy of jars : Kindred relationships in Bulgaria », *Ethnologia Europaea*, 19, 1989, n° 2, pp. 125-140.

<sup>6</sup> Chaîne de montagne du sud de la Bulgarie. (n.d.t.)

vérité, de le nommer par exemple « Cycle de révoltes », alors qu'il est quelque chose de tout à fait différent, inconnu et imperceptible pour ses sens et pour son esprit.

Les Bulgares ont participé à leur manière au début et à la fin de cette révolte triséculaire. Ce fut l'époque où ils prirent conscience de leur identité nationale dont tout Bulgare, qui se ressent comme tel, portait et porte encore la croix. Je voudrais dire par là que l'expression « je suis Bulgare » (ou Français, Italien, Danois...) a un sens important dans l'expression « je suis moi » et reste dominante dans celle de « nous sommes nous ».

Ainsi, tout comme l'expression « je suis moi » laisse, par sa signification particulière, une empreinte sur le destin social de tout homme, les expressions « je suis Bulgare, Polonais, Hongrois, Albanais ou Serbe » et « nous sommes Bulgares, Polonais, Hongrois... » jouent un rôle essentiel dans le grand drame qui s'est déroulé pendant la dernière décennie, l'écroulement du communisme et la transition vers la démocratie.

La signification de l'expression « je suis Bulgare » fut formulée pour la première fois par un moine.

### La formule du moine

Le moine Païssi Hilendarski <sup>7</sup> est une des figures les plus marquantes de l'histoire bulgare.

Nous sommes au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle. La Bulgarie fait partie de l'Empire ottoman depuis déjà 350 ans. L'administration bulgare n'existe pas, l'Eglise bulgare non plus. En 1762, Païssi écrivit un petit ouvrage dans lequel il raconta l'histoire bulgare dans un langage accessible aux gens simples. Du point de vue des faits, son récit est fantasmagorique. Il poursuivait cependant un objectif, celui d'éveiller la conscience nationale. Il avait d'ailleurs défini celle-ci de manière particulière en lui donnant un contenu spécifique.

Sa première thèse était :

1. Les Bulgares ont honte de se nommer Bulgares, parce que leur histoire ne peut se prévaloir de faits glorieux;
2. Ils prétendent être des Grecs;
3. Il existe des peuples plus glorieux que les Grecs;
4. Les Grecs ne renient pas leur identité;
5. Donc : la honte d'être Bulgare est scandaleusement mal fondée.

Dans la culture bulgare, l'appel que Païssi lança à cette occasion : « **Oh insensé, pourquoi as-tu honte de te nommer Bulgare, de lire et de parler ta langue ?** <sup>8</sup> » retentit avec force et marqua l'éveil de notre conscience nationale. Cet appel est toujours d'actualité et continue à inciter les Bulgares à s'efforcer d'affirmer leur identité. Cet appel est toujours d'usage dans les publications et dans la vie courante.

Sa deuxième thèse était :

1. Les Bulgares ont eu un royaume et un Etat;
1. Ils ont souvent remporté des victoires sur les Grecs et les Romains;

<sup>7</sup> 1722-1773. (n.d.t.)

<sup>8</sup> « O, nérazoumné i yourodé ! poradi tchto se sramich da sé narétchech bolgarine i né tchélich na svoi yazik i ne doumach ? »

2. De tous les Slaves, ce sont les Bulgares qui ont été les plus glorieux;
3. Donc: sois fier d'être Bulgare !

Sa troisième thèse était :

1. Les Bulgares ont honte de leurs origines;
2. Car il y a parmi eux peu « de marchands et de lettrés, de savants et de personnages glorieux, mais seulement de simples laboureurs, bergers et artisans »;
3. Cette honte n'est pas fondée non plus, parce que : « depuis Adam, parmi tous les Prophètes et Patriarches, Justes et Saints, qui étaient glorieux sur terre et devant Dieu, aucun ne fut marchand ni homme roué et orgueilleux comme ceux d'aujourd'hui que tu honores et admires et dont tu pratiques les coutumes et la langue »;
4. Au contraire, « tous ces Patriarches » et « Jésus lui-même, comme le Seigneur, n'avaient d'yeux que pour les laboureurs et les bergers simples et purs de cœur »;
5. La simplicité et la bonté des Bulgares est un bien;
6. L'hospitalité des Bulgares est un bien;
7. La miséricorde des Bulgares est un bien;
8. Donc: sois fier d'être Bulgare !

Sa quatrième thèse était :

1. Il y a des Bulgares qui respectent leurs origines;
2. Ils ont raison; (Païssi écrivit son ouvrage à leur intention);
3. Ils savaient que les Bulgares étaient les premiers parmi les Slaves à avoir leurs Tsars, leurs Patriarches et leurs Saints;
4. Les Tsars, les Patriarches et les Saints bulgares étaient glorieux et avaient leurs chroniques, mais les Turcs les ont détruites;
5. Donc : sois fier d'être Bulgare !

Païssi était un homme de plume et aimait sa terre natale. Bien que non cultivé, il était doté d'une intelligence naturelle. Selon certaines sources, c'est un personnage controversé. Il a probablement fait une synthèse des idées que partageaient ses compatriotes les plus vifs d'esprit afin de la coucher ensuite dans ses écrits. Son œuvre n'expose sûrement pas ses seules réflexions personnelles mais exprime une vision plus globale, celle d'une prise de conscience ethnique qui dépasse de loin l'expérience d'un seul homme.

Je ne vais pas aborder ici les spécificités de l'Eveil National bulgare, les luttes pour l'indépendance, ni énumérer les événements et les personnages marquants qui apportèrent la preuve que la formule de Païssi : « je suis Bulgare » se transmettait au fil des années comme se transmet le code génétique. Païssi définissait l'identité ethnique d'un point de vue politique, social et philosophique :

Être Bulgare signifie qu'il faut se mesurer aux Grecs et aux Romains, c'est-à-dire aux grandes puissances de l'époque;

être Bulgare signifie qu'il faut prendre conscience que les Bulgares sont les premiers parmi les Slaves;

être Bulgare signifie qu'il faut exiger des Tsars, des Patriarches et des moines bulgares qu'ils soient sur un pied d'égalité avec ceux des plus grands royaumes;

être Bulgare signifie qu'il faut que le royaume bulgare soit de taille à se mesurer avec « les Grecs et les Romains »;

être Bulgare signifie qu'il faut être fier de sa simplicité et de sa bonté;

être Bulgare signifie qu'il faut accepter comme normal, même si cela n'est pas fondé, le mépris des étrangers, des Serbes, des Grecs, des Turcs et des autres.

Dans son ouvrage, Païssi mêla intentionnellement le sentiment d'appartenance ethnique (bulgare), la vision que l'Homme a de lui-même, de sa place dans le Monde et de ce que signifie « être » et « avoir ». Cette idée, même si elle n'était pas uniquement propre à Païssi ni aux Bulgares, détermina la façon dont ces derniers prirent part aux trois révoltes des XVIIIe, XIXe et XXe siècles.

En fait Païssi avait proclamé : « *Aut Cesar, aut nihil* » ou bien encore : « La liberté ou la mort ! ».

### **Le rôle de la victime**

La définition que Païssi a donnée de l'identité bulgare est dépressive. Elle a mis la misère et la grandeur en péréquation, mais cette péréquation n'existait que dans son ouvrage. En réalité, le peuple qui avait engendré la nation et la culture bulgares vivait dans la misère matérielle et spirituelle, alors que la grandeur n'était qu'un souvenir. Nous n'étions pas égaux « aux Grecs et aux Romains », nous n'étions pas non plus « les premiers parmi les Slaves ! ». Voilà l'origine de la mine de désespoir et de résignation déposée dans le cœur des Bulgares, car il était évident que la grandeur n'appartenait qu'au passé et que probablement la destinée des Bulgares était déjà accomplie. Païssi voulait leur redonner confiance. Tous ceux qui, après lui, se consacrèrent à l'écriture, reprirent sa formule, systématiquement réaffirmée. C'est sur celle-ci qu'est bâti aujourd'hui l'édifice de l'identité bulgare. C'est encore dans l'esprit de cette formule que les jeunes générations sont éduquées.

Païssi avait développé ses idées à une époque où l'activité économique des Bulgares était misérable comme l'étaient les objectifs qu'elle poursuivait, les outils dont elle usait et les résultats qu'elle obtenait. L'idéalisation qu'il faisait de la « simplicité » et de la « bonté » des Bulgares, ainsi que de la grandeur de leurs notables, contredisait la réalité.

La « simplicité » avait d'ailleurs une première variante, la grossièreté. Un personnage classique de la littérature bulgare du XIXe siècle, que certains considèrent comme la représentation du « Bulgare typique », se rend, dans un des épisodes racontant ses aventures singulières, aux bains publics de Vienne où, après avoir exhibé sa nudité et impressionné les baigneurs par sa malpropreté, il plonge bruyamment dans le bassin, réussissant, en quelques secondes, à scandaliser les Viennois par son manque d'éducation. Mais comme il était dit qu'il fallait être fier d'être Bulgare, Bai Ganio toise du regard le public, se met à frapper sa poitrine nue de ses poings et à crier fièrement, « Je suis Bulgare, Bulga-a-are ! ».

Ce comportement, inadéquat à la situation dans laquelle se trouvait le personnage, était celui d'un individu stupide. Bai Ganio ne se ressentait pas comme l'être « insensé » auquel Païssi s'adressait puisque, lui, il était fier de « se nommer Bulgare ». Cette fierté ne peut être manifestée dans la vie quotidienne qu'avec retenue. Un homme sensé ne se rend pas aux bains publics pour y faire état de ses sentiments patriotiques. On ne manifeste d'ailleurs son attachement à son pays que dans certaines circonstances. La formule de Païssi (« Oh, insensé,... ») qui, au XVIIIe siècle, convenait tout particulièrement à la communauté monacale de Sveta Gora <sup>9</sup> (et pas seulement à elle), se révéla, dans les siècles qui suivirent, malsaine, car obéir à ce postulat dans la vie courante peut compromettre la santé psychique des individus.

---

<sup>9</sup> « Montagne sacrée », en Grèce le Mont Athos. (n.d.t.)

La fameuse « simplicité » bulgare avait aussi une deuxième variante, celle de la fierté de vivre dans la misère. Le Bulgare se satisfait de son minimalisme, il se contente de ses « conserves ». Il ne met d'ailleurs pas de poivrons en conserve, c'est lui-même qu'il met en conserve.

C'est le piège psychique qu'il s'est fabriqué de ses propres mains. Le Bulgare se transforme lui-même en victime en passant ses étés accroupi à côté du feu à préparer ses provisions pour l'hiver.

Les facteurs qui contribuent à la formation du type de personnalité de la « victime », si fréquent en Bulgarie, outrepassent de loin l'œuvre de Païssi. Ces facteurs sont probablement : les nombreuses exactions que subirent les Bulgares lors de leur conquête par l'Empire ottoman qui s'étendit de 1352, arrivée des Ottomans dans les Balkans, jusqu'à la chute de Constantinople en 1453; « l'impôt du sang » (le « *devchirmé* ») qui permettait au Sultan de faire enlever les plus vigoureux adolescents mâles pour les transformer de force en janissaires; l'administration des terres par les Ottomans (de 1453 à 1878), qui confina la population bulgare autochtone dans une position sociale subalterne; l'attitude méprisante de l'Eglise (avec ses dignitaires grecs) envers la culture bulgare... L'éventail de ces pratiques positionna le Bulgare justement en tant que Bulgare, c'est-à-dire en tant que « victime ».

Pour des raisons évidentes Païssi ne pouvait lancer un appel à la restauration d'un Etat indépendant. Son éloge de la « simplicité des Bulgares » ne fit que confirmer la position subalterne qu'occupait la population bulgare et transposa l'idée du type individuel de la victime, inspirée par les écrits chrétiens, à la pensée laïque.

Païssi proposa ainsi à un peuple qui devait se mettre en marche pour la conquête de sa liberté, le type de personnalité le moins approprié, celui qui se structure autour de la « simplicité » et de la « bonté », celui de la « victime ».

Voilà ce qui façonna les types de comportements qui jalonnèrent l'histoire bulgare, comportements qui oscillaient entre la grossièreté de Bai Ganio et la commisération geignante de la « victime », si fréquents en Bulgarie. (Aujourd'hui encore, malheureusement, nous continuons à nous couler dans les moules de ces deux types de comportement).

Après avoir porté un coup décisif aux gens simples, la formule de Païssi scella le sort des notables et de l'Etat. Les notables bulgares ne pouvaient, ni par leur naissance ni par leurs gènes, se prévaloir d'une envergure de niveau mondial. Ils étaient marqués au fer rouge par le manque de lignée et de fortune et n'avaient donc pas de point d'appui moral ou matériel. Ils étaient accablés par la contradiction morale entre « la simplicité et la bonté » et la prétention d'être égaux aux « Grecs et aux Romains ». La personne qui prend conscience que l'on attend d'elle qu'elle se conforme à ces exigences et tente de les satisfaire est d'avance condamnée à devenir Bai Ganio ou « victime ».

### **Le sujet**

Depuis la Libération (c'est-à-dire depuis le rétablissement de l'Etat bulgare en 1878) jusqu'à nos jours, y compris pendant les années de la chute du communisme (de 1989 à 1990), l'histoire bulgare a connu périodiquement le même scénario que l'on pourrait, pour plus de clarté, illustrer par une métaphore. Imaginons une déflagration qui se produit périodiquement de la manière suivante : un problème apparaît dont les conséquences néfastes s'accumulent au

fi1 du temps dans l'esprits des gens (c'est la charge explosive). L'effervescence monte au sein d'une minorité de personnes plus éveillées ou, quelque part à l'étranger, une étincelle s'allume (c'est la mèche qui s'enflamme). Le bruit se répand au sein de la population que le problème peut se résoudre (la mèche se consume). L'enthousiasme éclate sous la forme d'une guerre ou d'une révolution, sanglante ou « de velours » (c'est l'explosion de la charge). Un état de perplexité s'ensuit, résumé par la question suivante : pourquoi avons-nous bouleversé notre vie ? (le silence s'installe, le tourbillon de poussière s'apaise, on entend le roulement des débris qui s'écroulent et on sent l'odeur de la poudre). Mais tout redevient comme avant, la société ne tente pas d'exploiter les suites de « l'explosion » (le résultat en est un trou béant et un manque d'explosif pour parachever l'action).

On commence alors à geindre, à se lamenter sur son sort et à s'auto-flageller. « Et qui viendra nous aider maintenant ? Le monde entier nous hait ! »

En même temps on continue à crier fièrement : « Nous sommes bulgares, bulga-a-ares ! ».

### **Le communisme**

Le communisme, si on le dissocie de son histoire, serait une belle chose. Il serait le summum de la rationalité sociale. Il surmonterait les vices de l'Homme. Le communisme promettait la réussite de toute la société. Il proposait de doter chacun des biens dont il avait besoin. Mais cela n'était qu'un projet d'avenir. En attendant, le communisme ne lui octroyait que les biens que ce dernier gagnait par son travail. Ce problème pouvait cependant trouver une solution grâce à un seul effort, la « révolution communiste ». Après l'accomplissement de cette révolution, une période de progrès constant devait s'installer consacrant l'ordre, la sécurité et le travail au nom d'un objectif défini.

Pour cette raison, la révolution communiste, même si elle devait se faire au nom de l'idéologie d'une seule classe, deviendrait, une fois achevée, un événement qui concernerait la société toute entière.

Il est évident que si, lors de la révolution d'Octobre, les Russes s'étaient posés, entre autres objectifs, celui de sauvegarder leur empire, les pays d'Europe de l'Est, si l'on en juge par l'expérience bulgare, cherchaient avant tout à devenir des pays «développés» capables de se mesurer «aux Grecs et aux Romains».

Lors d'un congrès très « significatif » du Parti communiste bulgare, le cinquième <sup>10</sup>, Guéorgui Dimitrov déclara que la Bulgarie devait acquérir en l'espace de quelques années seulement ce que d'autres peuples avaient acquis au cours de décennies ou de siècles. Cette phrase devint le mot de passe de la « construction socialiste » en Bulgarie. Ce mot de passe traduisait parfaitement l'expression « je suis bulgare ».

Le communisme promettait le progrès. Il avait la prétention d'être la formule qui permettrait d'échapper à l'arriération. Les Bulgares allaient enfin se débarrasser de la misère !

Cette promesse attirait les foules, paralysant du même coup les « représentants de la bourgeoisie » et les défenseurs des droits individuels et des libertés.

---

<sup>10</sup> En décembre 1948. (n.d.t.)

Le communisme venait donc avec la promesse de sortir le pays de «l'arriération séculaire» qui était bien réelle. La Bulgarie était un pays isolé, situé en plein milieu des Balkans, doté d'une agriculture primitive et d'une industrie basée essentiellement sur le petit commerce dont les « capitaux » ne dépasseraient pas actuellement un salaire mensuel occidental. La répartition de son budget et de ses impôts flattaient avant tout l'Etat et ses fonctionnaires creusant ainsi un fossé entre les différentes strates hiérarchiques qui, de leur côté, se méprisaient mutuellement.

Cet Etat engendra une politique irresponsable et chaotique, une justice corrompue, un journalisme servile, une intelligentsia qui vivait dans la peur et la misère..., un ennui incroyable et une paralysie omniprésente.

Le communisme s'efforça cependant de surmonter tout cela en usant d'une terminologie qui convenait parfaitement à la vision « païssienne » du Bulgare – « égal aux Grecs et Romains » et « premier parmi les Slaves ». Le communisme se flatta donc de :

- doter le pays d'une place respectable au sein du bloc socialiste **mondial**;
- lui donner la possibilité de participer au partage du travail **international**;
- d'industrialiser le pays et de développer son agriculture tout en procédant à sa révolution culturelle;
- d'élever « les guides du peuple bulgare », Guéorgui Dimitrov et Vassil Kolarov, au rang de « dirigeants du mouvement communiste et ouvrier international »;
- de promouvoir l'accession du pays « au niveau international », objectif officiel dans tous les domaines, éducation, sciences, culture et art, industrie, agriculture, sports, etc.

Il fallait ajouter à cela l'ingérence de l'Union soviétique qui joua le rôle de «grand frère» qui soutenait « amicalement » la « petite Bulgarie ». « La victime » fut donc consentante pour être « l'orphelin » dont les plus grands prenaient soin.

Le communisme n'était pas une alternative pour les Bulgares, il représentait pour eux le moyen de participer à la concurrence internationale et d'acquérir une présence à part entière dans le monde.

La guerre froide ne fut qu'un épisode dans la concurrence internationale incessante.

Autrement dit, elle ne fut qu'une guerre d'influence entre deux types de civilisations, celle de l'Occident et celle de l'Orient, guerre qui dure depuis l'époque d'Athènes et de la Perse.

### **La perestroïka**

Au milieu des années 70, il devint évident que le système communiste avait perdu la compétition. La population commençait à comprendre qu'en restant sur cette voie, elle n'allait pas devenir riche, ni accéder au « premier rang ». L'objectif d'échapper à la pauvreté matérielle et à la misère culturelle fut vidé de son sens.

De cette manière, la pression économique qu'exerçait l'Occident alla dans le sens des intérêts de la nomenklatura communiste, puisque le système communiste était devenu trop étroit pour la réalisation de ses objectifs, de ses qualifications et de ses prétentions.

La nomenklatura disposait de suffisamment de contacts avec les hommes d'affaires occidentaux pour comprendre que la suppression du « rôle dirigeant du Parti » et l'ouverture à

l'économie de marché allaient modifier sa position dans la société en même temps que ses conditions de vie.

A ce pressentiment de la nomenklatura économique s'ajouta aussi un autre facteur : l'échec systématique de la politique menée par le parti communiste menaçait ce que l'appareil du parti possédait : le pouvoir et les privilèges. Le communisme devenait un cadre trop étroit pour la nomenklatura économique comme pour la nomenklatura politique. Il devint évident qu'elles n'avaient qu'une seule issue, faire vite et rentabiliser leurs pouvoirs actuels. Sur ce point, le système en place se transforma en un véritable obstacle et la pression de l'Occident tomba à pic. On devait donc démanteler le système. Mais comment ?

Il fallait trouver une formule à laquelle la société, l'opinion publique, consentiraient à apporter un soutien.

Ainsi naquit la formule de la «perestroïka». Elle ne représentait toutefois rien de vraiment concret. Ce n'était qu'un mot qui laissait libre cours à l'imagination. En fait, les objectifs de la perestroïka n'avaient aucun sens pour la nomenklatura. Le plus important était que le système puisse être rejeté dans sa totalité avec la promesse brumeuse que, si le communisme se transformait selon ses «principes d'origine», **les perspectives de progrès « au nom du peuple » resterait toujours d'actualité.**

Cette vision du progrès convenait parfaitement aux «hommes en conserve». Ils allaient enfin **avoir du bien**. Ils allaient échapper à la pauvreté.

Pour eux, l'Occident était déjà une réalité, alors que les valeurs originelles du communisme tombaient en lambeaux. En Occident, on pouvait avoir **du bien**. La conclusion s'imposait d'elle même, si **là-bas** on pouvait avoir du bien, chez nous aussi on pourrait **en avoir**, si l'on changeait « **à la manière de là-bas** ». Au cours de sa mise en œuvre, la perestroïka avait donc pris ses dimensions sociales et politiques.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les spécialistes de sciences politiques entamèrent une discussion pour déterminer qui était le véritable auteur de la « perestroïka ». Etait-ce Gorbatchev ou Reagan ? Si l'on parvenait à découvrir des éléments nouveaux, cette discussion pourrait apparaître comme déplacée, puisque dans les années 80, les intérêts des dirigeants des deux côtés du rideau de fer, comme ceux des populations de l'Est, étaient convergents. Leurs motivations étaient différentes, mais leurs objectifs identiques. Ils aspiraient tous aux changements pour une existence **plus confortable**.

### **L'effondrement**

Avec l'évolution technologique, le concept de la guerre éternelle entre Athènes et la Perse ne pouvait plus se satisfaire du savoir du simple forgeron capable de fabriquer des boucliers et des épées. A l'époque de l'automobile et surtout après la bombe atomique, il n'existe plus d'arme qui puisse être fabriquée par une économie fermée.

Depuis la conquête de l'Espace, le Monde est de plus en plus gouverné par les mécanismes du marché international. Avec le développement des technologies modernes de l'information, leur impact a atteint une puissance sans précédent. Le monde est en train de se globaliser.

L'URSS et le COMECON représentaient des entités économiques qui se trouvaient en concurrence avec les monopoles sous le contrôle politique des Etats Unis. Le système communiste, en tant que structure dirigiste, ne pouvait continuer à exister dans les conditions du marché mondial bien que ce système se posât des objectifs qui, par leur nature, étaient aussi des «objectifs capitalistes», production de masse, aspiration aux marchés étrangers et aux profits élevés. La question de l'harmonisation des règles de fonctionnement au sein de ces entités économiques faisant partie du marché mondial ne pouvait plus rester une question de libre choix.

Les pays communistes voulaient dépasser **économiquement** les pays capitalistes. On avait fixé des délais à observer. On parlait de «productivité du travail», de « révolution scientifique et technique », « d'innovations », de « construction de grande envergure du socialisme ». Toutes les ressources de l'Etat étaient mobilisées au nom de la prospérité. Ce que la propagande communiste appelait les « acquis du socialisme » était défini en fonction des paramètres économiques en vigueur dans les pays capitalistes, taux de productivité par tête d'habitant par exemple, en commençant par la production de l'acier et sans négliger le nombre des œufs pondus.

De ce point de vue, si « l'entreprise communisme » (quel que soit le nom qu'on lui donne, firme, corporation, holding...) s'effondrait dans cette compétition avec le capitalisme, c'est **tout le Communisme** qui s'écroulait à la manière d'une firme en faillite dont on braderait l'équipement et que l'on pillerait jusqu'aux tuiles. Les « fruits de la construction socialiste », c'est-à-dire notre industrie, notre agriculture et nos acquis sociaux, créés lors de cette véritable course avec l'Occident, allaient s'effondrer.

On peut parfaitement imaginer que si cette course avait été remportée par le communisme, le pillage, au sens propre du terme, de l'Occident aurait été aussi inévitable que l'est actuellement celui des économies des pays de l'Est.

Cette vision des choses était en vigueur depuis l'époque de la Guerre froide. Les états-majors stratégiques occidentaux aspiraient à vaincre économiquement les pays de l'Est (et l'on ne doute pas que les intentions du Pacte de Varsovie, de son côté, étaient identiques). Dans la poursuite de cet objectif, tous les coups étaient permis, par exemple l'octroi aux pays communistes (par le biais de l'espionnage ou du commerce) d'un accès à des technologies « légèrement » faussées.

A l'époque du totalitarisme, on racontait des dizaines d'anecdotes sur des achats de machines occidentales que «les ingénieurs bulgares» ne parvenaient pas à « faire fonctionner ». « Des spécialistes étrangers » venaient alors à la rescousse et les machines se remettaient en marche pour s'arrêter quelques heures après leur départ. A cette époque, au temps du totalitarisme donc, raconter de telles anecdotes qui montraient que « Nos spécialistes » ne pouvaient bien évidemment pas être à la hauteur de « Leurs machines occidentales », avaient un arrière-goût d'anticommunisme.

De nos jours, alors qu'on découvre, ici et là, certains « coups tordus » dont avaient usé les services spéciaux occidentaux, il semblerait que nous ayons été plutôt les témoins d'épisodes de la guerre froide que d'échecs de la « construction du socialisme ». D'autant plus que certaines entreprises de hautes technologies, qui étaient encore en construction au début de l'écroulement du communisme, n'intéressent plus aucune des sociétés occidentales qui participent actuellement aux privatisations et qui les avaient auparavant installées et équipées.

Même leur élimination pour un prix dérisoire, ne serait-ce que comme « concurrents », n'inspire personne.

Dès 1982, les Etats Unis entreprirent de saboter l'URSS en attribuant à la guerre économique et technologique une place de choix. Ce « plan quinquennal » réussit et accula l'URSS et les pays de l'Est à la défaite.

Après la chute du communisme et « l'euphorie démocratique » initiale, la logique reprit ses droits : toutes les acquisitions matérielles et structures sociales qui incarnaient, à travers le communisme, les prétentions de l'Europe de l'Est à sortir de l'arriération, s'écroulèrent.

### **Le « Réseau national »**

Pour les ex-dirigeants des régimes communistes déchus, il était primordial que ce processus de transition apparût d'abord comme une fissure ! Il devait donc être pacifique !

Tout le monde aspirait à cette « transition pacifique ». Elle était réellement d'intérêt général pour la société qui, lors de ces dix dernières années, avait subi de multiples transformations:

- l'Etat fut totalement transformé, dans son volume, sa structure et l'orientation (économique, politique et militaire) de sa politique étrangère;
- la législation est en train d'être intégralement bouleversée;
- une nouvelle élite politique, économique et culturelle fait son apparition;
- la propriété publique est en cours de privatisation ce qui engendre une stratification de la société.

Le mécanisme de ces changements dramatiques supprime, crée et redistribue. Il supprime les anciennes structures, fonctions et normes, et en crée de nouvelles. Il redistribue des obligations et des droits individuels, collectifs et institutionnels. Tout citoyen bulgare participe à ces processus selon ses capacités (ce qu'il offre) et selon ses intérêts (ce qu'il acquiert). Les représentants de deux groupes bénéficient cependant d'un avantage évident.

Le premier groupe est représenté par la nomenklatura communiste. Celle-ci avait le monopole de l'information économique et des contacts commerciaux et politiques importants. Elle était donc en mesure d'échanger ces informations et ces contacts contre des biens. L'intention du nouveau régime de lui demander des comptes sur sa responsabilité politique aurait pu devenir un obstacle à la réalisation de cet échange. Les représentants de la nomenklatura pouvaient cependant espérer que l'intelligentsia qui prenait part aux changements n'allait pas permettre une telle évolution des événements.

Au cours de la transition, quand tout restait flou et non établi, la nomenklatura pouvait s'approprier les richesses industrielles existantes aussi bien que les succès du pays à l'exportation. La Bulgarie avait quelques parts de marché qui pouvaient être « privatisées » tout aussi bien que des machines. On pouvait tout vendre et tout brader à l'étranger.

Pour parvenir à ses fins, la nomenklatura mit à profit ses qualifications, ses contacts, les informations dont elle disposait concernant certains secteurs industriels et sa connaissance des marchés internationaux.

Des informations apparemment avérées circulaient dans les médias sur « l'or du Parti » (les rumeurs étant considérablement plus abondantes). Avait-on créé, après la chute du communisme, des organisations chargées de gérer les capitaux de la nomenklatura ? Qui sait ?

Après l'écroulement du communisme, beaucoup de choses sont restées dans l'ombre. On ne saura probablement jamais la vérité sur certaines initiatives. D'autres seront révélées au grand jour lorsque personne ne s'intéressera plus à notre époque. Il est impossible aujourd'hui de séparer la réalité de la fiction.

L'autre groupe, qui avait une longueur d'avance lors de l'écroulement du régime communiste, était constitué des représentants des « réprimés par les agissements du pouvoir populaire », notamment au cours des nationalisations, des procès du Tribunal populaire et des diverses confiscations de biens. Ils allaient bien évidemment récupérer leurs biens, mais, écartés pendant des décennies de la vie politique et sociale, ils manquaient de compétences pour retrouver leur position sociale. Ils pouvaient compter sur l'intelligentsia.

Les réprimés et les « persécuteurs » (la nomenklatura) étaient considérablement éloignés les uns des autres. Dans un premier temps, dans les années 1989/1992, ces deux groupements soutinrent l'intelligentsia. Ils y voyaient le groupe qui pouvait leur être utile. Les intellectuels occupaient des postes politiques importants : ils étaient ministres, députés, ambassadeurs. Cette première période fut la période du sacre du changement. Tout ce que l'on entreprenait à ce moment là en Bulgarie était accompli « au nom du peuple » et contre la « bourgeoisie rouge », appellation que l'on avait donnée à la nomenklatura communiste.

Après 1992, lors de la deuxième période - celle de la profanation - il devint clair que les intellectuels étaient incapables de mettre en place une société libérale, c'est-à-dire une société fondée sur l'inégalité. Ils perdirent leur utilité pour les deux groupes. Il se révéla alors de façon tout-à-fait inattendue que le groupe le plus efficace pour les réprimés comme pour leurs persécuteurs était celui des ex-membres des services spéciaux. Avec leur aide, les intellectuels furent balayés du pouvoir. Etant donné la spécificité de leur travail, les ex-flics avaient eu des contacts avec les « réprimés » et leurs liens avec les représentants de l'ex-pouvoir communiste reposaient sur des rapports de confiance.

De cette manière, ces trois groupes, « la bourgeoisie rouge » (la bureaucratie du temps du communisme), « l'ancienne bourgeoisie » (celle qui avait tenu les rênes économiques jusqu'à la Seconde Guerre mondiale) et les ex-membres de la Sécurité d'Etat mirent au point un « Réseau national ».

Ce « Réseau national » prit conscience de son importance dès le printemps 1990. Sa formation, c'est-à-dire la mise au point de cet entrelacs complexe d'interdépendances et de liens personnels se fit selon le principe des échanges. Pendant les dix dernières années, c'est dans ce champ social des échanges, où chaque personne s'efforçait de « vendre » et « d'acheter », que s'organisa le « Réseau national » et qu'apparurent toutes les strates de la nouvelle société bulgare inégalitaire. Tous ceux qui ne se conformaient pas à cette perception continuellement variable de l'égalité qui s'installa spontanément entre « les donnants » et « les prenants » échouaient dans les bas-fonds de la société, indépendamment des erreurs qu'ils avaient pu commettre. Dans ces bas-fonds se précipitaient aussi ceux qui prenaient part aux échanges avec des produits sans valeurs. Au contraire, ceux qui pouvaient offrir des « produits » recherchés, dont ils pouvaient tirer un bon prix, s'envolaient jusqu'aux hautes sphères de la société.

Le « Réseau national », sans exclusive, digérait tous ceux qui s'y présentaient à la seule condition qu'ils soient dynamiques et ingénieux. Il abrita donc des personnes de tout genre, des outsiders du totalitarisme comme des descendants des membres du Bureau politique du Comité central du Parti communiste. Dans cette attaque groupée (il faut souligner son caractère groupé), ce sont les meilleurs représentants des groupes les mieux organisés, y compris celui des sportifs et des criminels, qui se précipitèrent vers les nouveaux sommets sociaux.

L'ex-nomenklatura proposait au marché du « Réseau national » :

- son carnet d'adresses;
- son expérience dirigeante;
- sa qualification;
- des informations sur l'état des entreprises et des divers secteurs de l'économie, sur les accords commerciaux à l'étranger;
- l'accès aux moyens financiers dont disposait l'Etat;
- son propre argent;

Elle avait en revanche besoin :

- de sécurité pour sa liberté, sa bonne santé et sa survie;
- de bien-être garanti pour ses proches;
- de préserver, voire d'améliorer son niveau de vie;
- de disposer de la possibilité de « punir » ceux qui la gênaient.

Les réprimés par les « agissements du pouvoir populaire » offraient au « Réseau national » :

- la possibilité d'assurer une protection contre des poursuites politiques;
- leurs droits à compensations pour leurs biens confisqués et leur position sociale perdue.

Ils avaient besoin :

- d'informations sur les personnes, les entreprises, les événements, les divers secteurs économiques;
- d'hommes de confiance qualifiés;
- de la possibilité de « punir » ceux qui les gênaient;

Les ex-membres de la Sécurité d'Etat proposaient au « Réseau national » :

- des informations sur des personnes résidant à l'étranger ou dans le pays;
- des contacts personnels avec les représentants de la nomenklatura, des réprimés par les « agissements du Pouvoir populaire » et les milieux criminels;
- un accès à un réseau secret, un cercle de collègues de la Sécurité d'Etat ou d'agents d'autres administrations, des appartements secrets, des moyens de transport, de l'argent liquide ou sur des comptes bancaires, des sociétés écrans;
- leur aptitude à être fidèles;

Ils avaient besoin de:

- protection contre des poursuites éventuelles;
- bien-être matériel;

Les ex-sportifs proposaient :

- leur bonne organisation;
- leur capacité physique;
- leur aptitude à servir fidèlement et à être de bons gardes du corps;

Ils avaient besoin de :

- bien-être matériel;
- prestige;

Les milieux criminels proposaient au « Réseau national » :

- leur aptitude à agir hors la loi;
- leur aptitude à servir fidèlement;

Ils avaient besoin :

- de protection contre les organes officiels de répression comme la police;
- de bien-être matériel;

Ce tableau, qui brosse une image réelle de ce que l'on « offrait » et de ce que l'on « vendait » au sein de la société bulgare au cours des dix dernières années, donne une idée de ce qui se passait dans les coulisses de la scène sociale. Chacun offrait ce qu'il avait : pouvoir, prestige, qualifications, contacts, position, etc, pour obtenir de l'argent, de l'argent, de l'argent. Ceux qui n'avaient cependant besoin que d'argent avaient du mal à s'intégrer dans le « Réseau national ». Il fallait avoir besoin d'autres choses encore pour en faire partie à part entière.

Cependant, la participation au « Réseau national » des groupes très organisés de l'ex-nomenklatura et des ex-flics donne à penser qu'au moins une partie des processus qui s'y sont déroulés ont été manipulés. Il est tout-à-fait possible que des centres de pouvoir, qui ont existé et continuent d'exister dans ce réseau, aient tenté de réguler la vie économique et politique. Beaucoup d'événements qui eurent lieu dans le pays lors des dix dernières années n'ont pu se dérouler que sous l'action de facteurs inconnus...

Les hommes du « Réseau national » comprirent, dès 1989, qu'ils avaient des intérêts économiques en commun et prirent conscience qu'ils avaient besoin d'hommes politiques qui défendraient ces intérêts. Le financement des campagnes électorales de certains députés et partis politiques par des entreprises privées, fraîchement créées, fut un fait avéré dès les élections à l'Assemblée Constituante de juin 1990.

C'est le pouvoir occulte de ce « Réseau national » qui rythma la restitution, la privatisation officielle et cachée. Les participants au « Réseau » voulaient tirer le maximum de bénéfices dans des conditions de résistance sociale minimale. On ne peut nier leur « réussite ». Ainsi, par exemple, dans les années de la transition, aucun des partis, ni aucun des médias significatifs ne discuta ouvertement les questions de la redistribution de la propriété de l'Etat. Toute question publique à ce sujet était accompagnée d'une résistance silencieuse, mais catégorique, suivie d'une marginalisation politique de son auteur.

Les questions concernant la réforme économique acquièrent seulement une transparence de convenance vers la fin du gouvernement de Jan Videnov, à l'automne 1996. On révéla alors à la société la volonté de privatisation totale, la tutelle du FMI, la fermeture des entreprises qui travaillaient à perte et la diminution des fonds de solidarité sociale !

Jusqu'à cette date, on tentait avant tout de « siphonner » les banques, d'exporter des capitaux, de mettre la main sur « les entrées » et « les sorties » des entreprises d'Etat. Le « Réseau national » s'appropriait toutes les richesses qu'il pouvait !

C'est pour cette raison qu'on ne posa pas au bon moment la question du rôle des ex-agents de la Sécurité d'Etat et qu'on n'adopta pas non plus de lois de « lustration ». La « décommunisation » n'était en fait qu'une question de rhétorique. Elle ne devint jamais une pratique officielle. Aujourd'hui encore, en 1999, le passé d'agents de la Sécurité de certains

députés, ministres, juges, rédacteurs en chef et autres responsables des médias, « d'hommes d'affaires » enrichis par des moyens inconnus, est un secret de Polichinelle.

La « gauche » est toujours dirigée par d'ex-fonctionnaires de la Sécurité d'Etat qui avaient occupé de hauts postes de responsabilité.

La suite d'erreurs commises à l'échelon national peut être interprétée comme une tentative de « défendre » les intérêts du « Réseau national » :

- l'ouverture de l'ère des crédits non remboursables, du « syphonage » des banques;
- la déstructuration sans « désétatisation » de l'industrie et des services;
- l'émiettement des terres et le démantèlement de la production agricole;
- la privatisation au ralenti;
- l'activité législative inefficace et le non-respect des normes de la législation occidentale;
- le ralentissement de l'ouverture vers les pays occidentaux.

Ces erreurs ont été commises essentiellement parce que le « Réseau national » voulait dominer le pays. Pour lui, cette domination était du **patriotisme**. A ses aspirations de domination s'ajoutaient les faiblesses individuelles et collectives dont souffraient les milieux politiques dirigeants, contre lesquels il était impossible de se prémunir et notamment :

- l'incompréhension face à la nature définitive de l'écroulement du communisme;
- l'incompréhension des nouvelles réalités politiques;
- l'incapacité à gouverner le pays dans des conditions de bouleversements sociaux;
- le désir de s'appropriier le maximum de richesses;
- l'irresponsabilité.

### **Les dix dernières années**

Lors des années de transition, de juin 1990 au début de 1999, la Bulgarie fut sans interruption dirigée par des gouvernements qui s'abritaient derrière un tintamarre de slogans « démocratiques » mais vides de tout contenu.

#### **La restitution**

On décida d'abord d'entreprendre une restitution de grande envergure des terres, en donnant l'illusion que le rétablissement de la propriété privée concernait tout le monde. La restitution des terres agricoles et des forêts expropriées prit cependant un caractère absurde. La mise en commun des terres que le Parti communiste avait instaurée par la force à la fin des années 40 et au début des années 50 avait permis d'équiper les coopératives de technologie moderne. Après la chute du communisme, il fallait donc restituer à leurs propriétaires 12.000.000 de parcelles de terre cultivée, mais, depuis six ou sept ans, la restitution de petites parcelles de quelques centaines de mètres carrés reste gelée. Cette tâche incombe à des sortes de « commissions agraires » bureaucratiques qui doivent disparaître une fois leur mission accomplie. Il est absolument impossible de connaître la superficie exacte des terres non-restituées, mais on peut l'estimer approximativement en 1999 à 5/6 millions. La restitution effective, celle concernant de grandes propriétés immobilières dans les grandes villes et les grandes propriétés agricoles, fort peu nombreuses d'ailleurs, fut réglée très rapidement.

#### **La privatisation**

L'idée de la « désétatisation » ne figurait pas parmi les premiers mots d'ordre du début des changements. On évoquait au départ le « statut équivalent des différentes sortes de propriétés », la propriété publique, la propriété coopérative et la propriété privée. Ces différentes sortes de propriétés devaient être mises en concurrence dans les conditions d'un marché libre pour déterminer leur capacité de survie. On pensait donc que la propriété privée allait démontrer son efficacité. De ce fait, la concurrence devait contribuer à la « désétatisation » des entreprises publiques. C'était justement cette vision des choses, propriétés à statut équivalent, concurrence, épanouissement ou liquidation des entités économiques, qui détermina les grandes lignes de la réforme du marché en Bulgarie. Cette idée générale fut adoptée par les partis qui l'adaptèrent à leurs plates-formes lors des élections à la Grande Assemblée Nationale <sup>11</sup> en 1990 et des élections législatives qui les suivirent en 1991.

Ce principe, qui semblait attrayant aux hommes politiques comme à l'électorat, allait conduire à une mission impossible.

L'économie dirigée, instaurée par le socialisme totalitaire, générait une telle interdépendance des entreprises d'Etat qu'elles n'avaient aucune chance de devenir compétitives en économie libérale. Elles se fournissaient mutuellement en matières premières, en énergie, en services, en main d'œuvre, en produits finis, en capitaux, et fonctionnaient dans des conditions fictives en exécutant des plans fixés à l'avance pour le pays et pour le C.A.E.M <sup>12</sup>. Le C.A.E.M. venant de s'effondrer, l'absence de toute législation et de mécanismes de remplacement aggrava encore la situation.

La mutation d'une entreprise d'Etat totalitaire en entreprise de marché était et reste avant tout un problème intellectuel. La masse énorme des informations concernant ce phénomène n'était pas systématisée et dépassait, par sa complexité et par son volume, les capacités de l'homme contemporain comme de l'organisation sociale existante. L'économie dirigée ressemble à une tumeur cancéreuse qui affecte le corps social, grossit et s'étend en anéantissant les ressources humaines et en défigurant son environnement. Le passage d'une économie dirigée à une économie de marché fait penser à une opération chirurgicale au cours de laquelle on s'acharnerait à découvrir LE médicament contre le cancer. Le patient est de toute évidence condamné. Le fait qu'il se fasse en outre opérer par des infirmières apporte à sa fin tragique une note pittoresque.

Depuis le début des réformes, les dirigeants bulgares ressemblent justement à ces intrépides infirmières...

Une des premières actions que l'on entreprit pour « engager » ces entreprises publiques sur la voie du marché fut la suppression de leurs directions centralisées, jugées « bureaucratiques », qui chapeautaient plusieurs entreprises à la fois. Les tâches étaient réparties entre elles de sorte que la première produisait par exemple les boulons, la deuxième les écrous, la troisième les vis. Elles avaient toutes une direction commune et portaient l'appellation « d'entreprises unies d'Etat ».

---

<sup>11</sup> Nom que porte l'Assemblée constituante en Bulgarie. (n.d.t.)

<sup>12</sup> Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (COMECON). (n.d.t.)

Tout se passa en 1991, du temps du gouvernement de coalition de Dimitar Popov. La fermeture des « entreprises unies d'Etat » était une idée des membres de l'Union des Forces Démocratiques. On les ferma.

Les directeurs des entreprises furent pris de panique. Parmi ces entreprises, certaines avaient un chiffre d'affaires qui s'élevait à des millions de dollars, comme les combinats métallurgiques, par exemple, dont aucun des cadres n'était capable de rédiger une lettre commerciale en langue étrangère - ni dans sa langue maternelle, d'ailleurs. Ces entreprises produisaient et livraient leurs produits en fonction des ordres qu'elles recevaient. La disparition des directions centrales de ces « entreprises unies d'Etat » les laissait désespérées. Dans une entreprise de confection, par exemple, personne ne savait à qui étaient destinés les milliers de costumes que l'on y confectionnait. Empaquetés dans leurs cartons, ces costumes attendaient preneur pendant que le directeur de l'entreprise courait les administrations de Sofia, cherchant désespérément la personne capable de lui indiquer l'adresse à laquelle il devait les livrer. Une autre usine, productrice de matériel électronique, était en train de s'agrandir et venait de payer, en 1988/89, plusieurs millions de dollars à une entreprise occidentale en échange du renouvellement de son équipement. En 1999, cette usine fut proposée à la vente, mais son équipement n'était toujours pas livré. Sa direction ne savait toujours pas à qui s'adresser pour le réclamer, toutes ses activités ayant été dirigées par « l'entreprise unie d'Etat » et par le ministère du Commerce Extérieur, supprimé, lui, en 1991. Elle ne disposait, de plus, d'aucune facture qui prouvait ses versements, celles-ci étant détenues par « l'entreprise unie d'Etat ».

Les conditions étaient d'ailleurs propices à toutes sortes d'escroqueries, surtout aux « entrées » et aux « sorties » des entreprises, c'est-à-dire dans les secteurs qui relevaient de la compétence de « l'entreprise unie d'Etat » chargée de décider à qui il fallait prendre et à qui il fallait donner. C'est à ces deux points que se formèrent rapidement des firmes privées qui se mirent, souvent avec l'accord des directions des entreprises publiques, à dicter les conditions d'achat et de vente des matières premières, de l'énergie et des produits finis. Les entreprises publiques se précipitaient dans l'abîme...

Parallèlement à la suppression des « entreprises unies d'Etat », on résolut aussi le problème des entreprises publiques. Il y avait en fait trois types de remplacements de directeurs.

1. Changement purement politique. On nommait un apparatchik d'un parti à un poste de directeur. On lui donnait la mission de se charger, parallèlement à son propre enrichissement, du renflouage des caisses du parti qui l'avait nommé.
2. Changement négocié. Le directeur se rendait compte qu'il était préférable de quitter son poste pour s'établir à « l'entrée » ou à la « sortie » de son ex-entreprise. Il se mettait en rapport avec qui il fallait et commençait à « siphonner ».
3. Petits roques. Le sous-directeur devenait directeur, alors que le directeur s'installait à « l'entrée » ou à la « sortie » de l'entreprise. Si ce dernier se sentait vexé, il pouvait tout simplement disparaître dans la nature et s'établir dans le secteur privé.

Ces changements de directeurs étaient accompagnés d'un tapage politique adapté pour capter l'attention de l'opinion publique, dont une partie y croyait sincèrement.

L'homme de la rue croyait que le « Hamlet » bulgare s'interrogeait sincèrement s'il fallait « être ou ne pas être », alors que les initiés savaient pertinemment que ce « Hamlet » ne faisait que négocier ses propres gains.

Jusqu'en 1994, les changements de directions étaient généralement accueillis comme des victoires ou des défaites politiques. Progressivement, de 1994 à 1999, on s'aperçut qu'il ne s'agissait en fait que de victoires ou de défaites économiques.

Naturellement, affectées par l'instabilité de leurs directions et flanquées à leurs « entrées » et à leurs « sorties » de « firmes privées », les entreprises publiques se mirent à périlcliter. Certains parmi les responsables de leur gestion se donnaient ouvertement pour tâche de les anéantir et le déclaraient publiquement à qui voulait l'entendre. Ils le devaient, disaient-ils, pour pouvoir les vendre le moins cher possible...

Ces déclarations, aussi absurdes qu'elles puissent paraître, témoignaient cependant d'une certaine « honnêteté », puisqu'elles affichaient les véritables intentions. La plupart des directeurs menaient leurs entreprises à la ruine de manière organisée. Les acteurs de ces faillites provoquées et leurs motivations étaient si variées que je renonce à les décrire. Le chaos ne saurait être systématisé.

De 1990 à 1999, la privatisation frauduleuse fut conduite à un rythme effréné. Tout ce qui restait en dehors de cette privatisation perdait toute valeur marchande et était liquidé.

### Les banques

En 1990, la création d'une banque était une chose relativement aisée. Les banques représentaient des sociétés d'actionnaires dont le capital s'élevait à un million de leva, c'est-à-dire de 20.000 à 50.000 dollars selon le cours du lev.

En 1989, l'épargne de la population s'élevait à 20.693,6 millions de leva, tandis qu'un lev s'échangeait au marché officiel contre un dollar. Au marché noir, en revanche, son prix était bien plus bas, puisqu'un dollar pouvait parfois valoir cinq leva. Cela correspondait cependant plus aux besoins ponctuels de certaines personnes qui désiraient s'offrir un voyage à l'étranger ou se procurer des articles vendus uniquement dans les « corécom »<sup>13</sup>.

Plus de 10 % des épargnants bulgares possédaient plus de 4.000 leva sur leur compte d'épargne. Les gens avaient tout naturellement tendance à ne pas déposer de sommes importantes sur le même compte, mais à répartir leurs économies sur plusieurs livrets. Une partie des gens d'ailleurs auraient été gênée d'expliquer l'origine de leur épargne et ne confiaient pas celle-ci à la seule caisse d'épargne d'Etat, ce qui signifiait que le pourcentage des personnes possédant plus de 4.000 leva d'économies dépassait largement les 10 % de la population.

Ainsi, en 1990, un certain nombre de Bulgares actifs, exerçant un métier bien rémunéré, pouvaient sans difficulté réunir les fonds nécessaires à la création d'une banque. L'appartenance au « Réseau national » facilitait d'ailleurs l'octroi d'une licence. La personne ou le groupe de personnes qui intercédait en faveur de cette licence devait avoir un certain poids, c'est-à-dire appartenir à la nomenclatura communiste, être un ex-flic haut placé ou se prévaloir de biens restitués importants. Rien ne pouvait être refusé à ce genre de personnes. De 1990 à 1993, l'octroi de crédits fut d'ailleurs considérablement facilité pour les représentants du « Réseau national ».

En 1990, la proposition « faisons une banque » équivaldrait aujourd'hui à l'invitation « viens dîner ce soir à la maison ». Cette proposition était réservée aux intimes et aux proches et avait

<sup>13</sup> Magasins dans lesquels les produits, essentiellement étrangers, ne pouvaient être achetés qu'en devises. (n.d.t.)

un caractère familial qui n'avait rien à voir avec le sens des responsabilités, comme s'il s'agissait de préparer ensemble les conserves pour l'hiver. Cette comparaison aurait pu être parfaitement adaptée à la situation si toutefois la proposition de créer une banque n'était pas accompagnée d'une négociation ouverte des avantages escomptés que l'on allait généralement obtenir en pillant l'Etat et ses compatriotes.

La banque nouvellement créée obtenait le droit d'accomplir toutes sortes d'opérations : changer des devises, recueillir les économies de la population en promettant des intérêts invraisemblables (selon le système que l'on nommait « pyramides financières », se faire co-financer par la Banque Nationale de Bulgarie. Ces banques se postaient, elles aussi, aux « entrées » et aux « sorties » des entreprises publiques, voire même de tout un secteur de l'économie. Leur activité consistait souvent à remplir des formulaires. L'argent affluait de lui-même. Ces banques servaient en fait à financer leurs propres dirigeants, qui s'octroyaient des crédits pour créer des firmes commerciales, entreprendre des constructions immobilières, acheter des locaux commerciaux, des logements et des voitures de luxe. A partir de 1996, ces banques se mirent à faire faillite.

Ce jeu du « Réseau national » avec les banques était d'ailleurs indissociable du jeu avec les taux d'intérêt et le cours du lev.

De cette manière, en janvier-février 1997, le coup que le « Réseau national » porta à l'économie et à la population bulgare fut décisif. Le dollar dépassa 3000 leva, ce qui conduisit le pays à être mis sous tutelle du FMI, lequel fixa le taux de change du lev bulgare à un Deutsch Mark pour 1000 leva. En quelques jours seulement, le « Réseau national » réussit, au détriment de la population bulgare, à doubler ses gains. Selon des informations crédibles, la chute du lev fut organisée par les membres les plus influents du « Réseau national », quelques étrangers, des « hauts fonctionnaires » et hommes politiques bulgares, qui prélevèrent leur dû au passage.

### **Les nouveaux hommes d'affaires**

La politique de réforme a toujours été perçue plutôt comme une modification du statut de la propriété, qui devait passer des mains de l'Etat aux mains de propriétaires privés, que comme la mise en phase des mécanismes de fonctionnement du marché libre et des entreprises privées. Aujourd'hui, les réformes menées par le gouvernement d'Ivan Kostov ne font pas exception. L'Etat continue d'être toujours le « distributeur » principal, tandis que la concurrence reste inexistante.

Les « nouveaux hommes d'affaires » firent en règle générale une apparition subite. A l'exception des petits propriétaires, l'enrichissement fulgurant de tous les autres hommes d'affaires dans les dix dernières années manqua totalement de transparence.

Prenons, par exemple, un petit comptable, un illustre inconnu, qui un beau jour de 1992, se met à acheter à tour de bras. Il apparaît rapidement que ce dernier bénéficie d'un crédit illimité auprès de banques commerciales. Les entreprises publiques susceptibles de le concurrencer commencent subitement à faire faillite. De surcroît, les firmes privées qui pouvaient devenir ses rivales se transforment en cibles d'attentats à la bombe. Cet ex-petit comptable est aujourd'hui millionnaire et dispose même de biens immobiliers en Allemagne.

Citons un autre exemple. Pour acheter du fer à une usine métallurgique d'Etat, il faut passer par l'intermédiaire de firmes privées qui naissent et disparaissent de manière surprenante alors que leurs propriétaires respectifs continuent toujours de s'enrichir.

### **Le « Bulgare moyen »**

Pendant ce temps là, le « Bulgare moyen », l'homme de la rue, perçoit une rémunération mensuelle équivalente à une centaine de dollars, quand il arrive à échapper au chômage, alors que la plupart des prix des produits de première nécessité ont déjà rattrapé ceux de l'Occident.

Le pire pour le « Bulgare moyen » est le fait que le changement du « distributeur », c'est-à-dire le remplacement de l'Etat par le marché libre, ne s'accompagne pas de la préservation de son niveau de vie et de sa consommation. Sa vie continue donc de se dérouler dans les conditions d'une organisation sociale de niveau misérable.

### **La cause oubliée**

Les générations en âge de travailler n'avaient encore jamais vu leur pays dans un tel état de désarroi. En comparaison, les plus âgés évoquent les années de la Seconde guerre mondiale... Pour les jeunes, en revanche, pour ceux qui entrent dans la vie active et qui, de ce fait, vont déterminer les rythmes de l'évolution sociale, l'année 1989 est déjà reléguée dans la préhistoire. La société est fatiguée. Elle a perdu toute sensibilité.

Malheureusement, on a du mal à comprendre que le communisme fut possible non pas grâce aux actions de Lénine et des bolcheviks, mais avant tout parce que l'organisation communiste de la société correspondait aux espoirs de progrès des populations des pays de l'Est. On comprend mal qu'il s'agissait d'attentes concrètes de toute une population et non d'un engouement pour des valeurs idéologiques. Même si on le comprend, on esquivé toute discussion directe sur ce sujet.

C'est cependant essentiel, car comment parler de volonté d'appliquer les droits de l'homme, de l'aspiration à la démocratie, à la liberté et à la justice comme vecteurs des intérêts des électeurs, si l'on ne pose pas au préalable les questions suivantes :

- Pour quelles raisons les Bulgares ont-ils du mal à rattraper les autres pays européens en ce qui concerne leur mode de vie et leurs rythmes de développement ?
- Quelle est la solution à ce problème ?

La partie visible de ce problème est claire :

La Bulgarie est en fait un pays européen arriéré. Cette arriération a un caractère complexe. Elle englobe tout, la productivité du travail, la conscience d'identité nationale, l'hygiène sanitaire, psychique et morale et surtout l'organisation sociale qui découle du minimalisme des Bulgares.

Si nous arrivions à faire face à ces questions, notre connaissance de l'expérience des autres pays prendrait une autre tournure. La société à l'occidentale ne peut pas être automatiquement considérée comme une unité de mesure. Comme tout malade qui représente un cas particulier, chaque pays a ses propres souffrances, qui nécessitent un traitement particulier.

L'expérience communiste nous conduit à une conclusion essentielle :

Ce n'est pas dans la confrontation avec l'Occident que la Bulgarie résoudra ses difficultés ou rattrapera son retard, d'autant plus que le capitalisme n'a pas de nationalité. C'est en facilitant la réussite, la richesse et la sécurité qu'il a franchi, depuis le siècle dernier, toutes les frontières. Le capitalisme est international par nature, alors que le communisme ne fut international qu'en paroles.

C'est ce qui produisit le plus grand choc dans les années de la réforme. Le communisme en Bulgarie avait proclamé haut et fort ses objectifs en remettant leur réalisation, c'est-à-dire la transformation de la Bulgarie de « pays arriéré en pays développé », à plus tard. Le communisme en Bulgarie était d'inspiration essentiellement nationale, malgré toutes les références qu'il pouvait faire à l'Empire soviétique. Il était préoccupé avant tout par la « participation de la Bulgarie à la distribution internationale du travail » et par les réussites qu'il pouvait remporter dans ce domaine.

Après son écroulement, la population, l'ancienne génération comme la nouvelle élite, restaient persuadées que le système de l'économie dirigée avait cédé la place au système libéral, mais que les objectifs nationaux, les objectifs prédéterminés par la formule de Païssi, restaient toujours en vigueur : le développement du pays comme entité économique indépendante capable de rivaliser avec l'Occident et bénéficiant d'un niveau de vie élevé et d'une relative stabilité.

Ce fut là l'erreur première de cette transition, qui se déroula dans des conditions géostratégiques radicalement différentes.

Dans un « monde capitaliste », pour un petit pays de 112.000 Km<sup>2</sup> de superficie et moins de 9 millions d'habitants, la réalisation d'un tel objectif ne pouvait être qu'une entreprise dénuée de bon sens. La tentative d'y parvenir est malheureusement toujours d'actualité.

### **Le nouveau souffle de la formule du moine**

Le concept de « capital national ouvert », que « d'honorables » apparatchiks du Parti communiste propageaient consciencieusement, correspondait parfaitement aux intérêts du « Réseau National ». Celui-ci espérait constituer de cette manière son propre réseau d'entrepreneurs. Une rumeur suggère que l'idée de la constitution d'une « nouvelle bourgeoisie » incombe avant tout à Andreï Loukanov, Premier ministre des deux gouvernements de l'ex-Parti communiste en 1990, assassiné en 1996 sans que le commanditaire soit retrouvé depuis.

A l'époque de Loukanov, on usait de notions comme : « propriétaires privés honnêtes », « organisations patriotiques », « partis responsables devant la nation »... Ces notions, qui sont certainement significatives dans une réelle transition de l'économie dirigée vers l'économie libérale, étaient utilisées par des personnes et des groupes sociaux qui ne tenaient pas compte de la réalité. Ils étaient persuadés que l'on pouvait créer des chefs d'entreprise à la manière dont on nommait les apparatchiks au sein de la hiérarchie totalitaire, en faisant l'appel sur une liste. L'actuel gouvernement de l'UFD, (depuis 1997), ne fait d'ailleurs pas autre chose.

Le gouvernement de Jan Videnov, (1994-1996), formé par l'ex Parti communiste, tenta lui aussi de constituer sa propre « bourgeoisie » autour d'un « cercle amical » nébuleux, nommé « Orion », devenu mythique. Cela devait se faire en éliminant les structures mises en place

par Loukanov, dont une partie était regroupée dans une « organisation informelle » nommée « G 13 ».

Les concepts de « capital responsable devant la nation » et de « partis responsables devant la nation » ont cependant ruiné la Bulgarie, parce qu'ils n'exprimaient qu'une formule politique conduisant à l'isolement du pays du marché mondial.

Ces idées, contaminées par les miasmes du communisme en décomposition, rejetèrent le pays vers le passé. Ce passé que le communisme voulait soit-disant surmonter. La Bulgarie redevint un pays isolé des Balkans à l'agriculture primitive, un pays ennuyeux et paralysé.

Les concepts de « capital national responsable » et de « partis responsables devant la nation » se révélèrent, à la longue, être destinés à camoufler une duperie de bas étage.

Un « capital national responsable », c'est un capital qui s'acquitte régulièrement des impôts que l'Etat lui impose, qui respecte les lois et paye ses salariés selon les critères européens. Les « partis responsables devant la nation » sont les partis qui mènent une politique favorable à la création d'emplois, à l'augmentation du niveau de vie de la population et à une certaine protection sociale pour les catégories les plus pauvres. Ces partis-là n'esquivent pas leur obligations. La « responsabilité nationale » ne peut être définie selon des critères émotionnels, ni posséder son propre drapeau. Elle ne peut être évaluée qu'en fonction de l'augmentation de la masse monétaire, de l'élévation générale du niveau intellectuel, de la création de valeurs matérielles, du développement de l'infrastructure du pays, de la dynamisation de l'économie.

### **Le monde globalisé**

La globalisation du monde écrasa le communisme comme un grain de raisin. Le communisme faisait partie de la révolte contre l'injustice sociale, la nature et Dieu. De cette révolte multiple, l'humanité tira de grands bénéfices et fit des découvertes remarquables.

Il est d'ailleurs probable que le décalage entre ce que l'on considèrerait comme naturel au XVIIIe siècle et que l'on considère comme tel au XXe siècle serait la meilleure illustration du progrès accompli. Il n'existe certainement pas un seul coin sur la terre qui n'ait pas évolué pendant ces trois derniers siècles.

Pour les Bulgares, ces siècles furent des siècles de progrès. Ils constituent la période la plus dynamique de leur histoire millénaire. Au temps de Païssi, la Bulgarie apparaissait à peine sur la carte de l'Europe. Grâce aux efforts d'hommes comme Païssi, Sofroni Vrachanski <sup>14</sup>, Guéorgui Rakovski <sup>15</sup>, Antim Parvi <sup>16</sup>, Vassil Levski <sup>17</sup>, Hristo Botev <sup>18</sup>, Stefan Stambolov <sup>19</sup>, les frères Miladinov <sup>20</sup>, Dimitar Marinov <sup>21</sup>, Dimitar Blagoev <sup>22</sup>, Simeon Radev <sup>23</sup>,

<sup>14</sup> (1739-1813), Religieux orthodoxe lettré. Recopie l'histoire de Païssi. Connue pour sa biographie : « Vie et souffrances du pêcheur Sofroni ». A beaucoup contribué à la mise en place d'un système éducatif. (n.d.t.)

<sup>15</sup> (1821-1867), écrivain, historien, journaliste. Organisateur du mouvement révolutionnaire pour l'indépendance de la Bulgarie. (n.d.t.)

<sup>16</sup> (1816-1888), premier exarque bulgare. Après la libération de l'occupation ottomane, il est président de l'Assemblée constituante et de la première Grande Assemblée Nationale. (n.d.t.)

<sup>17</sup> (1837-1873), révolutionnaire, héros national bulgare, pendu par les Turcs à Sofia. (n.d.t.)

<sup>18</sup> (1848-1876). Célèbre poète bulgare et héros national bulgare. Il est tué sur un champ de bataille lors de « l'insurrection d'avril » contre l'occupant turc. (n.d.t.)

<sup>19</sup> (1854-1895). Participe au mouvement révolutionnaire de libération. Député libéral, Président de l'Assemblée, Régent après l'abdication d'A. de Battenberg, Prince de Bulgarie. Premier ministre de 1887 à 1894, il est assassiné en 1895 dans le centre de Sofia. (n.d.t.)

Dimitar Michaltchev <sup>24</sup>, Dimitar Pechev <sup>25</sup>, Nikola Petkov <sup>26</sup> et tant d'autres encore, les Bulgares réussirent à mettre en place une culture authentique et à prendre conscience de leur pays en tant que partie intégrante de la mosaïque mondiale.

Ils réussirent à y parvenir même si :

- ils ne pouvaient pas comparer leur pays aux grandes puissances de leur temps;
- les élites n'étaient pas sur un pied d'égalité avec les grandes personnalités du monde;
- l'Etat bulgare n'était pas de taille à se comparer aux Grecs et aux Romains;
- leurs acquisitions n'étaient pas le fruit de leur simplicité et de leur bonté;
- ils devaient surmonter les humiliations des étrangers;
- ils évitaient de faire connaître leur nationalité dans un milieu étranger.

Ce progrès, initié par Païssi, fut le résultat d'un travail acharné. Païssi était d'ailleurs parti sillonner l'étranger afin de réunir des documents et des faits sur l'histoire bulgare et les présenter ensuite aux « simples laboureurs ». Aucun événement de l'histoire bulgare ne s'est déroulé en dehors des grandes orientations culturelles et politiques dans le monde.

Même « notre » fameux alphabet cyrillique n'est que le fruit d'échanges entre la Bulgarie, Byzance, Rome, le royaume de Moravie....C'était au IXe siècle.

Il est évident que ce n'est qu'en s'intégrant dans un monde en globalisation que la Bulgarie pourra progresser avec les autres peuples et cultures. C'est seulement de cette manière qu'elle parviendra à résoudre ses difficultés séculaires.

J'ai commencé ce texte en évoquant l'engouement des Bulgares pour la mise en conserve. Je pourrais utiliser cette image pour conclure que les Bulgares se sont enfermés dans une coquille comme s'ils s'étaient eux même mis en conserve. Il est temps maintenant qu'ils brisent cette coquille pour prendre leur envol.

---

<sup>20</sup> Dimitar (1810-1862) et Constantin (1830-1862). Célèbres pour avoir fait un recueil de poésie orale bulgare.(n.d.t.)

<sup>21</sup> (1848-1940). Ethnologue et écrivain. Directeur du musée ethnographique de Sofia. Célèbre pour ses études sur les coutumes et les traditions bulgares. (n.d.t.)

<sup>22</sup> (1856-1924). Homme politique et philosophe. Fonde en 1883 la première organisation social-démocrate en Russie où il fait des études. De retour en Bulgarie, il fonde en 1891 le Parti social-démocrate bulgare. (n.d.t.)

<sup>23</sup> (1879-1967). Juriste, historien, diplomate. Auteur de livres sur l'histoire bulgare contemporaine. (n.d.t.)

<sup>24</sup> (1880-1967). Philosophe non marxiste. Académicien, professeur à l'université de Sofia. Ministre plénipotentiaire en URSS (1934-1936 et 1944-1946). (n.d.t.)

<sup>25</sup> (1894-1973). Vice-président de l'Assemblée Nationale pendant la guerre. Bien que la Bulgarie soit alliée de l'Allemagne nazie, il s'oppose avec succès au parlement à la déportation des Juifs de Bulgarie. Il figure parmi les « justes » distingués par Israël. (n.d.t.)

<sup>26</sup> (1889-1947). Député républicain de l'Union agrarienne qui passa 7 ans en exil en France après l'assassinat de son frère député en 1924. Son père, assassiné en 1907, était Président du Conseil. Membre fondateur du « Front patriotique » qui intégrait des communistes, il devint Vice-Président du Conseil à la fin de la guerre mais démissionna pour protester contre les épurations violentes menées par les communistes. Chef de l'opposition aux communistes, il est arrêté le 5 juin 1947 en pleine séance parlementaire, accusé de complot, jugé à partir du 5 août, condamné à mort le 16 septembre et pendu le 23. (n.d.t.)